

MAURICE : FICHE PAYS – NOVEMBRE 2023



Catégorie OCDE (2023) : 3/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : BBB-/ Baa3/

Change : roupie – Système de change flottant

Horizon de l'objectif de réduction d'émission : -40% à l'horizon 2030

FORCES

- Economie diversifiée
- Système financier développé, centre off-shore
- Exportation de produits manufacturés (faible vulnérabilité au cours des matières premières)
- Institutions démocratiques, climat des affaires attractif

FAIBLESSES

- Dépendance à l'UE (touristes, exportations...)
- Niveau élevé de dette publique
- Secteurs exportateurs (textile) menacés par la concurrence des pays à bas coût de main d'œuvre

SYNTHÈSE :

Évolution des risques : amélioration

Environnement macroéconomique et financier :

- Vulnérabilité de la croissance : la croissance mauricienne, très dépendante du tourisme, a rebondi en 2022 (+8,7%). Les flux de touristes ont presque retrouvé aujourd'hui leur niveau d'avant crise sanitaire. La modération des prix alimentaires et dans une moindre mesure de l'énergie a permis un ralentissement de l'inflation, favorisant la consommation. La croissance devrait retrouver progressivement un niveau conforme à sa moyenne de long terme (+3,7% sur la période 2011-19). Le FMI prévoit une croissance de +5% en 2023 et +3,8% en 2024
- Vulnérabilité des comptes publics : malgré la progression attendue des revenus, la hausse des dépenses, notamment sociales, devrait provoquer une dégradation des finances publiques, portant le déficit autour de -5% du PIB en 2023 et -5,7% en 2024. La dette publique tend à baisser mais, avec un ratio encore proche de 80% du PIB, reste élevée et la principale source de vulnérabilité du pays. La dette de l'Etat est essentiellement locale, détenue notamment par les banques.
- Vulnérabilité extérieure : importatrice d'énergie et de produits alimentaires, l'île enregistre un déficit courant structurel qui tend à baisser à la faveur de la modération des prix des matières premières et de la reprise du tourisme. Il pourrait atteindre -6,2% en 2023 (soit la moitié de son niveau de 2022) et -4% en 2024. Les pressions à la baisse sur le cours de la roupie face au dollar pourraient ainsi être atténuées. La dette externe est très élevée (supérieure à 110%), mais essentiellement privée.
- Vulnérabilité du secteur bancaire : Maurice dispose d'un système bancaire développé et résilient avec un niveau de capitalisation supérieur à 20%. Les prêts non performants sont modérés (5% du total). Le secteur financier est attractif pour les investisseurs étrangers. L'exposition des banques au risque souverain constitue toutefois une source de vulnérabilité.

Environnement politique et gouvernance :

- Stabilité socio-politique : Maurice est une démocratie installée avec un système parlementaire multipartis. La coalition au pouvoir (Alliance Morisien) est pressentie pour remporter les prochaines élections générales fin 2024. Le mécontentement de la population tend à augmenter face notamment au chômage des jeunes. Les revendications sont toutefois atténuées par une politique de dépenses sociales favorable et une amélioration de la situation économique.
- Climat des affaires : Maurice est le pays d'Afrique sub-saharienne qui enregistre les meilleures performances selon les indicateurs de gouvernance de la Banque Mondiale. Le pays, qui reste bien classé, a toutefois reculé dans le classement de Transparency International suite à plusieurs cas de corruption.

Environnement et politique du climat :

- Vulnérabilité climatique : Maurice est très vulnérable aux changements climatiques en raison du poids du tourisme dans son économie. Le pays a un niveau d'émissions de CO2/hab. moyen (69ème sur 145 pays), l'essentiel provenant de la production d'énergie (centrales au fioul et au charbon). Les autorités mauriciennes visent une part de sources renouvelables de 60% d'ici à 2030.

STRUCTURE DES ÉCHANGES

Principaux produits échangés

Part moyenne des échanges de marchandises 2018 - 2022 (% du total)

Exportations		Importations	
Textile, vêtements	31,0%	Pétrole, combustible	18,7%
Pdts de la mer, conserves poisson	20,0%	Engins mécaniques	7,2%
Sucres et sucreries	10,8%	Machines, appa. Électr.	6,9%
Pierres précieuses	5,1%	Voitures, véhicules terrestre	6,6%
		Produits de la mer	4,6%

Source: International Trade Center, CNUCED

Principaux partenaires commerciaux + France

Exportations		Importations	
France	12,7%	Chine	16,7%
Afrique du Sud	12,6%	Inde	13,4%
Royaume-Uni	10,5%	Afrique du Sud	8,4%
Etats-Unis	10,1%	Emirats Arabes Unis	8,2%
Madagascar	7,3%	France (6 ^{ème})	7,0%

Source: International Trade Center, CNUCED

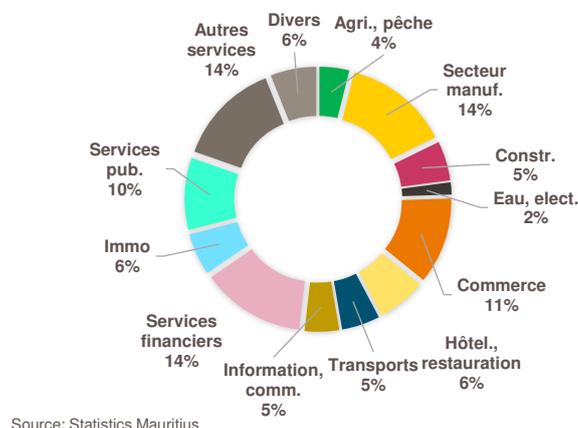


TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

MAURICE	2018	2019	2020	2021	2022(e)	2023(p)	2024(p)
STRUCTURE ECONOMIQUE							
PIB (Mds USD, courant)	14,7	14,4	11,4	11,5	12,9	14,8	16,1
<i>Rang PIB mondial</i>	128	128	138	140	136	133	131
Population (Mns)	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3
<i>Rang Population mondiale</i>	148	148	148	144	144	144	143
PIB / habitant (USD)	11 640	11 412	9 006	9 079	10 228	11 752	12 772
Croissance PIB (%)	4,0	2,9	-14,6	3,4	8,7	5,1	3,8
Inflation (moyenne annuelle, %)	3,2	0,5	2,5	4,0	10,8	7,8	6,5
Part exportations manufacturées (% total exp.)	60,6	60,4	56,5	55,4	54,4	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES							
Dette publique (% PIB)	64,0	82,2	94,6	88,4	83,1	79,7	78,9
Solde public (% PIB)	-2,2	-8,2	-10,4	-4,0	-3,2	-5,0	-5,7
Charge de la dette publique (% recettes budg.)	7,3	8,0	9,0	9,5	9,6	10,5	NA
POSITION EXTERNE							
Solde courant (% du PIB)	-3,8%	-5,0%	-8,8%	-13,0%	-11,5%	-6,2%	-4,1%
IDE (% du PIB)	9,9%	24,6%	-111,7%	-21,1%	8,2%	8,2%	9,0%
Réserves (en mois d'importation B&S)	13,0	14,4	19,6	17,6	13,4	10,2	10,4
Dette extérieure totale (% PIB)	91%	116%	130%	138%	124%	117%	111%
Dette extérieure CT (% PIB)	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA
Taux de change	34,6	36,0	39,7	42,0	44,5	NA	NA
SYSTÈME BANCAIRE							
Fonds propres / actifs pondérés	19,2	19,6	19,7	20,7	20,6	NA	NA
Taux de NPL	6,5	4,9	6,2	5,8	4,9	NA	NA
ROA	1,7	1,9	1,0	1,3	1,6	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE							
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)	48	49	45	48	47	NA	NA
Rang doing business (190 pays)	25	20	13	NA	NA	NA	NA
CLIMAT							
Rang émissions de CO2 par hab. (145 pays) ^a	79	74	72	69	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b	100	93	90	97	NA	NA	NA
Rang politique climat (58 pays) ^c	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions- Sources: FMI (WEO & REO 10/2023);*Banque Mondiale;**Oxford Economics
a : Agence Internationale de l'Energie; b : Notre Dame Global Adaptation Initiative (Indicateur de vulnérabilité); c : Germanwatch

Maurice : part des secteurs dans l'activité (% valeur ajoutée, 2022)





1. SITUATION ECONOMIQUE

- **Une économie diversifiée dominée par les services**

Le pays a su transformer une économie basée sur la monoculture de la canne à sucre en une économie diversifiée. L'économie mauricienne repose encore sur le sucre (y compris sa transformation), mais aussi le tourisme, le textile et surtout les services, qui pèsent pour plus des ¾ de la valeur ajoutée du pays. Les services financiers, l'immobilier et les Technologies de l'Information et des communications (TIC) sont particulièrement dynamiques.

Le tourisme (20% du PIB et des emplois) contribue à l'activité de nombreux secteurs de services (hôtellerie, restauration, commerce) mais aussi à la construction.

- **Une réelle stratégie de développement**

Maurice est le **pays d'Afrique le mieux classé selon l'Indice de Développement Humain** de la Banque Mondiale 2023.

Pays de la catégorie de revenu moyen supérieur où le niveau de pauvreté est faible (inférieur à 10%), **Maurice cherche à atteindre le statut de pays à haut revenu** dans les dix prochaines années.

Le gouvernement a ainsi lancé un **ambitieux plan de développement (Vision 2030)** basé notamment sur d'importants projet d'infrastructures et le soutien aux PME (création de parcs industriels, mise en place de systèmes de crédit-bail, incitations fiscales...). Un incubateur/ accélérateur de start-ups (la Turbine), piloté par le secteur privé a été lancé en 2015, en vue de développer l'entrepreneuriat, très soutenu également par l'Etat.

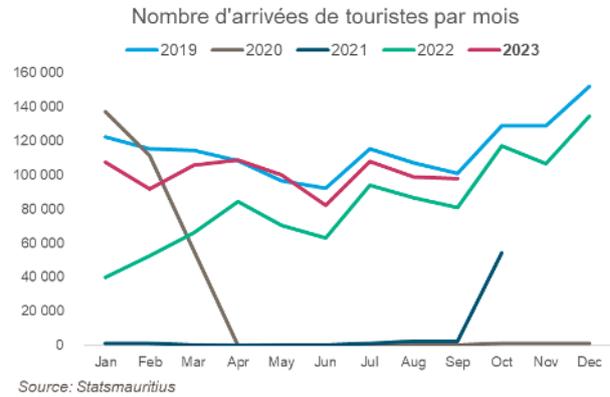
Maurice a également l'**ambition de devenir un hub, financier et commercial** pour les échanges entre l'Afrique et la Chine.

- **La croissance reste très dépendante du tourisme**

L'activité s'est effondrée pendant la crise sanitaire (-15% en 2020) et a rebondi partiellement en 2022 (+8,7%) avec la reprise des flux de touristes. **En 2023, le nombre de touristes a presque retrouvé son niveau d'avant crise COVID**, soutenant la croissance.

L'inflation a nettement ralenti en 2023 à 5,2% en septembre contre près de 12% en janvier. Elle devrait cependant rester relativement élevée en l'absence de forte baisse des prix de l'énergie. Les dépenses sociales et la hausse des transferts des migrants (+28% en g.a. au T1 2023 après un fort ralentissement en 2022) contribuent toutefois à soutenir la consommation. Le chômage (6,7%) a retrouvé son niveau d'avant crise sanitaire après avoir atteint 12% fin 2020. Les jeunes restent cependant très touchés par le manque d'emploi.

¹ Source : BOM ; Financial report 2022



La croissance pourrait ralentir à +5% en 2023 après une année 2022 de rattrapage post-crise sanitaire. Le pays pourrait retrouver un rythme de long terme (autour de +4%) en 2024. Ces prévisions restent toutefois soumises à l'évolution de la situation mondiale marquée par la forte volatilité des prix de l'énergie et la faiblesse de la croissance de ses partenaires commerciaux et/ ou pays d'origine de la majorité des touristes (Europe, Afrique du sud, Etats-Unis).

- **Peu de perspectives d'assouplissement de la politique monétaire à court terme**

En 2022, la banque centrale (BOM) a relevé son taux cumulativement de 265pb pour le porter à 4,5% et l'a maintenu en 2023 à ce niveau. Les autorités monétaires devraient maintenir le taux inchangé au moins une partie de l'année 2024. Les perspectives d'absence de baisse de taux aux Etats-Unis et les prévisions de cours de l'énergie encore élevé en 2024 réduisent fortement les capacités de la BOM à baisser son taux, en raison de l'impact potentiel sur le cours de la roupie.

- **Secteur bancaire développé et résilient**

Le système bancaire de Maurice est composé de 19 établissements dont dix à capitaux étrangers et trois succursales de banques étrangères. Les deux plus grandes banques (à capitaux locaux) représentent 47% des actifs, 46% des dépôts et 53% des prêts¹. **Cinq banques sont considérées comme systémiques** (The Mauritius Commercial Bank Limited, SBM Bank Ltd, Absa Bank Ltd, The Hongkong and Shanghai Banking Corporation Limited et AfrAsia Bank).

Le secteur bancaire mauricien est bien capitalisé (ratio stable autour de 20%). Le taux de prêts non performants est en baisse depuis la crise COVID à 5% en 2022.

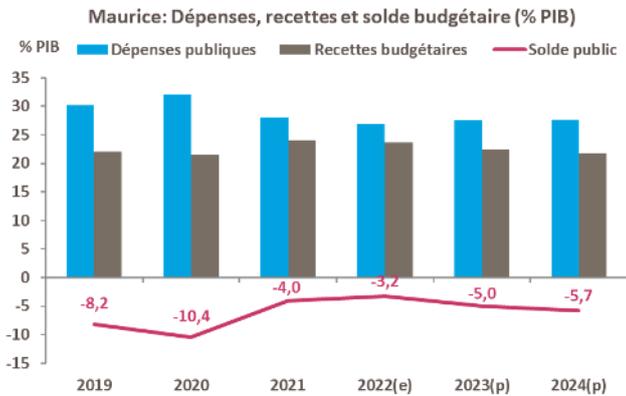
Les banques sont exposées sur l'Etat. Les investissements dans les titres de dette du gouvernement et de la BOM représentent environ un quart des actifs du secteur.

Les prêts aux ménages représentent de l'ordre d'un tiers du total.



2. FINANCES PUBLIQUES

- **La hausse des dépenses sociales dégrade le solde budgétaire**



Après la forte dégradation des finances publiques pendant la crise sanitaire qui a creusé le déficit au-delà de -10% du PIB, **l'Etat a maîtrisé ses dépenses pour revenir à -3,2% du PIB en 2022.**

Le taux de dépenses publiques repart néanmoins à la hausse. Selon le projet de budget présenté en juin 2023, les transferts sociaux devraient augmenter de 11,5% en 2023/24 après + 17,6% en 2022/23. Ce projet s'articule autour de trois objectifs :

- favoriser les investissements et l'emploi ;
- rendre l'économie plus « soutenable » et gérer les risques liés au changement climatique ;
- réduire les inégalités et soutenir les plus vulnérables.

Les mesures destinées à soutenir l'emploi, y compris des étrangers et la croissance économique, devraient favoriser les revenus fiscaux. **La progression des dépenses**, en particulier sociales, devrait cependant être **plus forte que celle des recettes**, provoquant une dégradation du solde. **Le déficit pourrait atteindre -5% du PIB en 2023 et -5,7% en 2024, année électorale.**

- **La dette publique en légère baisse en 2024, toujours supérieure à son niveau d'avant crise sanitaire**

Le taux de dette publique serait légèrement inférieure à 80% du PIB en 2023. Ce niveau reste élevé, environ 15 pp au-dessus du niveau d'avant crise sanitaire, et constitue une **source de vulnérabilité pour le pays.**

La dette publique est aux trois quart une dette domestique. L'Etat peut se financer sur le marché local. Les banques détiennent environ 55% des titres de dette de l'Etat. Hors secteur bancaire, la dette publique domestique est majoritairement détenue par des entités du secteur public. La part de dette domestique détenue par les non-résidents est négligeable.

La stratégie de gestion de la dette à MLT du gouvernement 2023-24 fixe des seuils pour différents

indicateurs, qui sont, pour la plupart juste satisfaits ou, très légèrement dépassés sur la base des données disponibles à juin 2023 :

- le ratio du paiement d'intérêts de la dette/ PIB à 2,5% en juin 2023 est inférieur au seuil fixé par les autorités (3,5%)
- le poids des intérêts dans les revenus de l'Etat, à 10,7% en juin 2023 est en revanche supérieur au seuil (10,5%).
- la part de dette extérieure (23% du total en juin 2023) respecte le seuil de 27%.

La charge de la dette publique reste modérée mais son évolution, ainsi que celle du niveau de la dette publique doivent être surveillées.

3. POSITION EXTÉRIEURE

- **Amélioration progressive du déficit courant**

Maurice est très dépendant des importations et très exposé à l'évolution des prix des matières premières.

Le pays exporte surtout des produits textile, du sucre et des produits de la mer. Ses marchés d'exportation sont relativement diversifiés. La France, l'Afrique du Sud, le Royaume-Uni et les Etats Unis figurent parmi les principales destinations de ses ventes à l'étranger. Le poids de l'Inde est encore peu élevé (4% en 2022), mais en augmentation grâce à l'accord de coopération et de partenariat entré en vigueur en avril 2021, offrant à Maurice un accès privilégié au marché indien pour 600 produits. Un accord de libre-échange a été signé en 2021 avec la Chine, premier fournisseur de Maurice, suivi de l'Inde.

Le pays devrait bénéficier en 2023 du niveau très élevé des cours du sucre (au plus haut depuis 13 ans) suite à la chute de l'offre des deux principaux producteurs, le Brésil et l'Inde.

Les flux de touristes devraient continuer à progresser. Le pays tente de diversifier les pays d'origine des touristes (Asie) pour réduire sa dépendance aux pays d'Europe. Par ailleurs, la clientèle visée, plutôt à hauts revenus, limite les conséquences du ralentissement économique sur les flux de touristes. La hausse des exportations de services liés à cette reprise du tourisme devrait toutefois être en partie compensée par la modération des volumes d'exportations de biens (textiles, produits de la mer), contraints par une demande peu dynamique dans les principaux marchés d'exportations.

Par ailleurs, le niveau élevé des besoins d'importations et le maintien des prix élevés de l'énergie devraient limiter l'amélioration du **solde qui resterait déficitaire en 2023 (-6%). Le déficit pourrait se réduire davantage en 2024 (autour de -4%)** avec la poursuite de la reprise du tourisme, sous réserve de l'absence de forte hausse des cours du pétrole.



Les flux d'investissements directs ont augmenté au T1 2023, dépassant leur niveau d'avant la crise sanitaire (7,2 Mds MUR contre 6,1 Mds au T1 2018 et 5 Mds au T1 2019). Le pays attire également les investissements de portefeuille. **Maurice ne figure plus sur la liste du GAFI** (depuis 2021) **ni sur celle de l'UE** (depuis mars 2022) des pays ne respectant pas les réglementations en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Par ailleurs, **le pays a amélioré de 24 places son classement dans l'indice des places financières mondiales**² (68^{ème} en 2023). Ces évolutions devraient renforcer l'attractivité du pays pour les investisseurs et favoriser les entrées de capitaux dans un pays qui bénéficie en outre d'une situation politique et sociale stable.

- **La dette extérieure est élevée, majoritairement privée**

Le ratio de dette extérieure est élevé. A 111% prévu en 2024, il reste 20 points supérieur à son niveau d'avant crise sanitaire.

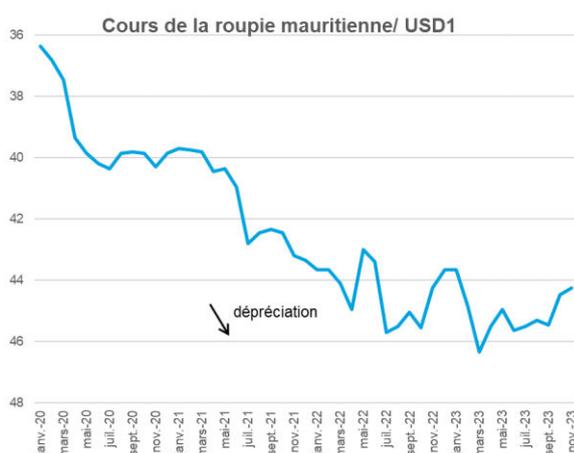
La dette extérieure est essentiellement privée. Le ratio de dette publique extérieure est peu élevé (18,5% du PIB en juin 2023)³

La dette externe est à 52% à taux fixes.

A fin juin 2023, les réserves en devises estimées à 6,8 Mds\$ mi-2023, représentent plus de 10 mois d'importations.

- **Perspectives d'atténuation des pressions à la baisse sur le cours de la roupie, assorties de fortes incertitudes**

Le déficit courant structurel du pays exerce une pression à la baisse sur le cours de la roupie. La monnaie a perdu de l'ordre de 9% de sa valeur face au dollar en 2021. Dans un contexte de forte volatilité, elle s'est dépréciée courant 2022 mais s'est réappréciée dans les mêmes proportions en fin d'année.



Source: Refinitiv

Maurice est très dépendant de l'extérieur pour son approvisionnement, notamment pétrole et biens alimentaires et a donc souffert en 2022-23 de la hausse des cours mondiaux, qui a dégradé sa position

extérieure et exercé une pression à la baisse sur le cours de la roupie.

Par ailleurs **l'évolution du cours de la roupie est également déterminée par le différentiel de taux** avec d'autres destinations d'investissements de portefeuille. Le relèvement des taux de la FED et de la BCE a eu un effet négatif sur les flux de capitaux vers les pays émergents, notamment ceux qui, comme Maurice, disposent d'un système financier ouvert et relativement développé. Dans un contexte d'incertitudes et de hausse des taux dans les pays développés, les investisseurs ont privilégié les marchés des pays moins risqués et offrant néanmoins une rémunération attractive.

La roupie s'est dépréciée d'environ -7,5% face au dollar entre janvier et mi-mars 2023 avant de se raffermir. **En novembre 2023, la roupie avait retrouvé son niveau de début 2023.**

Les pressions à la baisse pourraient persister fin 2023/ 2024 mais s'atténuer :

- Le solde courant devrait s'améliorer. Malgré les incertitudes sur l'évolution des cours du pétrole dans le contexte de la crise au Moyen-Orient, le déficit courant de Maurice devrait se réduire (-4,2% prévu par le FMI pour 2024) grâce à la modération de la facture d'importation et à des meilleures performances à l'export (tourisme).
- L'écart de taux avec les Etats-Unis devrait persister mais pourrait se réduire, augmentant l'attractivité du marché mauricien, attirant ainsi les capitaux et favorisant un raffermissement de la devise.

Les perspectives d'évolution du cours de la roupie mauricienne sont cependant très incertaines compte tenu des aléas pesant sur les différents facteurs affectant les cours de change : cours du pétrole, flux de touristes, taux d'intérêt... **Avec des réserves représentant plus de 10 mois d'importations, la banque centrale a, le cas échéant, les moyens d'intervenir** sur les marchés des changes pour défendre sa monnaie.

4. ASPECTS POLITIQUES ET GOUVERNANCE

- **Démocratie stable**

Maurice est une démocratie installée avec un système parlementaire multipartis mis en place dès son indépendance en 1968. La multitude de partis rend toutefois nécessaire des coalitions.

La coalition au pouvoir (Alliance Morisien), dirigée par l'actuel Premier ministre P. Jugnauth, est pressentie pour remporter les **prochaines élections générales fin 2024**. Les partis d'opposition ont formé une alliance qui, si elle perdure, pourrait cependant mettre le Premier Ministre en difficulté.

² GFCI-Classement qui reflète les efforts des pays pour renforcer l'écosystème financier

³ Source Min des Finances.

mof.govmu.org/Pages/Debt-Data.aspx

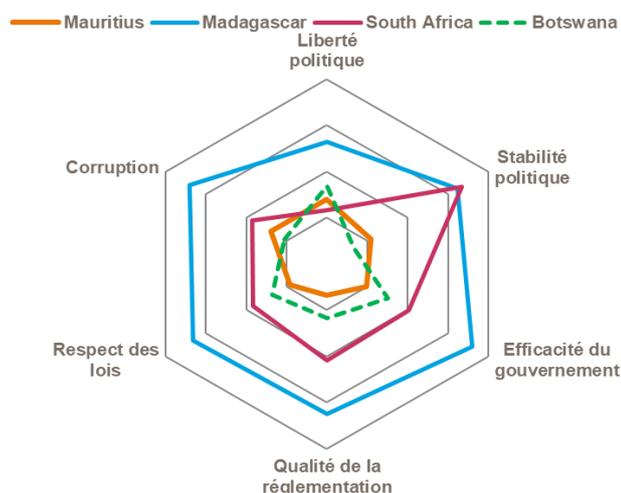


Le mécontentement de la population tend à augmenter face notamment au chômage des jeunes qui atteint environ 25% (7,7% en moyenne au niveau national). La politique sociale du gouvernement est destinée à limiter les revendications. L'amélioration attendue de la situation économique et une atténuation de la hausse des prix devraient contribuer à limiter les revendications sociales, qui, en tout état de cause, ne menacent pas la stabilité du pays.

- **Bon niveau de gouvernance**

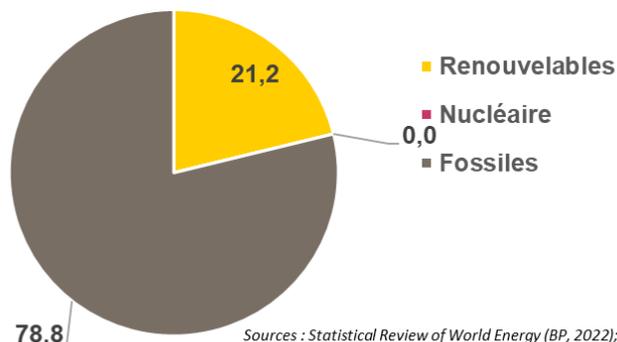
Maurice enregistre de **bonnes performances en matière de gouvernance** selon les indicateurs de la Banque Mondiale. Il apparaît comme le pays d'Afrique sub-saharienne le mieux classé selon ces indicateurs.

Quelques cas de corruption ont terni l'image du pays qui a reculé dans le classement 2022 de Transparency International du 49^{ème} au 57^{ème} rang. Maurice se situe désormais derrière les Seychelles, le Botswana, Cabo Verde et le Rwanda, mais mieux classé que la majorité des pays de la zone.



Source: Indicateurs de gouvernance Banque Mondiale

Maurice : production d'électricité par sources, en % (2020=2,74 TWh)



Sources : Statistical Review of World Energy (BP, 2022); Global and European Electricity review (Ember, 2022)

Le pays développe les énergies renouvelables, notamment solaires. Plusieurs entreprises françaises participent à des projets de construction d'unités photovoltaïques. En mars 2023, le groupe Qair a ainsi signé quatre contrats d'achat d'électricité (CAE) avec le Central Electricity Board (CEB), l'organisme qui assure le service public de l'électricité à Maurice. Les contrats portent sur le développement d'une capacité combinée de 60 MW d'énergie solaire avec stockage par batteries, dont la mise en service est prévue en 2024.

Le pays dispose également d'installations hydroélectriques. Le gouvernement a également lancé un cadre national pour la production d'électricité à partir de biomasse (bois et sous-produits de l'industrie sucrière).

L'objectif des autorités mauriciennes est de produire 60% de l'électricité à partir de sources renouvelables d'ici à 2030.

5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

Maurice est très vulnérable aux changements climatiques en raison du poids du tourisme dans son économie. Le pays est au 97^{ème} rang sur 181 pays selon l'indicateur de vulnérabilité ND Gain.

Le pays a un niveau moyen d'émissions de CO2/hab. (69^{ème} sur 145 pays). L'essentiel de ses émissions proviennent de la **production d'énergie, provenant principalement de centrales électriques fonctionnant au fioul et au charbon.**



DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary

Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays baptiste.thornary@bpifrance.fr

Economie Internationale et Risques Pays

Anne-Sophie Fèvre

Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie

as.fevre@bpifrance.fr

Adriana Meyer

Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est

adriana.meyer@bpifrance.fr

Victor Lequillier

MENA, Turquie, Chine, ASEAN

victor.lequillier@bpifrance.fr

Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

Sabrina El Kasmi

Responsable / *Global trends, Pays développés, pétrole*

sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

Laetitia Morin

Macroéconomie France, Europe, conjoncture PME

laetitia.morin@bpifrance.fr

Thomas Laboureau

Macroéconomie France, conjoncture ETI

Thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.